

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Compo France SAS

Zone Industrielle
25220 Roche-Lez-Beaupré

Références : -
Code AIOT : 0005902783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement Compo France SAS implanté Zone Industrielle 25220 Roche-lez-Beaupré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Compo France SAS
- Zone Industrielle 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005902783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Compo France est spécialisée dans : la fabrication de compost d'écorce de résineux, de

support de culture, le conditionnement d'engrais et de terreau (commercialisés sous la marque Algoflash), et le stockage de produits phytosanitaires.

L'établissement est SEVESO seuil bas : 1/ par dépassement direct pour la rubrique 4510 et 2/ par règle du cumul pour les rubriques 4510 et 4511.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des matières stockées – périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne s'est pas approprié la réglementation relative à l'état des matières stockées. Il dispose des informations relatives aux quantités de chaque produit dans chaque cellule à des fins d'exploitation, mais les informations concernant les familles de danger sont manquantes. Il devra donc rapidement mettre en place une organisation pour accéder en tout temps à un état des stocks quotidien permettant de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe

Thème(s) : Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
Constats : cf. partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place une organisation pour s'assurer que même en l'absence de la gestionnaire de stock, les seuils des rubriques ICPE ne sont pas dépassés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks en temps réel via son logiciel de gestion intégrée (SAP). La dernière extraction réalisée le jour de l'inspection datait du vendredi 14 mars. Le fichier xls de synthèse a été présenté en séance. Il comporte plusieurs onglets dont un onglet "cellules dépôt" où est indiqué le tonnage des différents produits stockés par cellule et par nom commercial de produit.</p> <p>L'exploitant a accès aux fiches de données de sécurité (FDS) par la plateforme QuickFDS. Le siège en Allemagne a un service marketing dédié qui se charge de la constitution des dossiers pour les nouveaux produits référencés. Sans dossier complet, le produit ne peut pas être commandé et stocké sur le site de Roche-lez-Beaupré. Toutefois, aucune procédure locale de réception des matières dangereuses n'a pu être présentée en séance, qui garantit que l'exploitant dispose de la FDS de tout nouveau produit avant la réception de celui-ci sur le site.</p>

Les états de stock utilisés pour l'exploitation sont accessibles en permanence, y compris en cas de pertes d'utilité électrique sur le site de Roche-lez-Beaupré puisque le logiciel SAP est hébergé sur des serveurs en Allemagne et consultable à distance. En cas de défaillance des serveurs, le dernier état de stock qui pourrait être consulté date de la fin de la semaine précédente. Il s'agit de la synthèse présentée en séance (fichier xls). Ce fichier est envoyé par mail à plusieurs personnes de la société par la gestionnaire de stock.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalisera la procédure de réception des matières dangereuses sur le site de Roche-lez-Beaupré lui permettant de s'assurer qu'il dispose des fiches de données de sécurité ou tout autre document équivalent avant réception.

L'exploitant mettra en place et formalisera une organisation lui permettant d'accéder rapidement et en tout temps à l'état des matières stockées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.

Thème(s) : Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

<p>L'état des matières stockées ne permet pas de servir aux besoins d'un évènement accidentel. En effet, le fichier présenté indique par cellule la liste des articles (nom commercial) et la quantité, mais aucune famille de mention de dangers n'est précisée.</p> <p>Les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, ne figurent pas dans le fichier.</p> <p>Le SDIS s'est rendu sur site en septembre 2024. L'état des stocks serait disponible via SAP en salle POI.</p> <p>Par sondage, dans les 4 cellules du bâtiment B, un contrôle de conformité entre l'état de matières stockées et les stockages réellement présents a été réalisé. Ce contrôle aléatoire n'appelle pas de commentaires particuliers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera un état des matières stockées où figureront, a minima, les différentes familles de mention de dangers, par rubrique 4XXX, accompagné d'un plan général des zones d'activités et de stockage.</p> <p>L'exploitant mettra en place un dispositif permettant de mettre à disposition ces informations en toute circonstance et immédiatement : aux services d'incendie et de secours, à l'inspection des installations classées et au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un inventaire sous format synthétique, lisible par le grand public.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de détenir un état des matières stockées permettant de répondre aux besoins d'information de la population et tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des matières stockées – périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.
Thème(s) : Autre, Mise à jour et accessibilité de l'état des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées est accessible à tout moment, via le logiciel SAP.</p> <p>Le recalage périodique par inventaire physique est réalisé 2 fois par an. Le dernier recalage date du 28 novembre 2024.</p> <p>L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le plan d'opération interne. Seuls y figurent les plans des bâtiments avec les capacités maximales de stockages de chaque cellule par famille de produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant référencera l'état des matières stockées dans son plan d'opération interne. Les stockages de matières dangereuses mais aussi des produits, matières ou déchets autres que matières dangereuses devront être localisés sur un plan général accessible à tout moment.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois